

Ces généraux français qui ont eu le courage de claquer la porte...



[Source : blogdelazare.com]

Par Jacques Guillemain

Au cours des dernières décennies, plusieurs hauts gradés étoilés ont démissionné pour manifester leur refus des coupes budgétaires décidées par le gouvernement. Certains ministres de la Défense, en total désaccord avec l'Élysée, ont fait de même.

Le départ fracassant du CEMA Pierre de Villiers en juillet 2017 reste dans toutes les mémoires. Mais avant lui, nombreux sont ceux qui ont préféré poser casquette et képi, plutôt que de soutenir une politique jugée néfaste pour la France et nos armées.

C'est pourquoi la passivité des grands chefs militaires actuels qui cautionnent l'entreprise de démolition minutieusement menée par Emmanuel Macron a de quoi étonner. Rappelons que sous la présidence Macron, la France a subi un déclassement sans précédent depuis 1945.

La France a chuté du 5e au 7e rang au classement des puissances économiques mondiales.

L'armée est passée du 5e au 11e rang mondial selon le dernier classement du « Global Fire Power ».

Le fardeau de la dette s'est alourdi de 800 milliards, soit 10 milliards par mois !

Un désastre absolu qui semble laisser de marbre les principaux chefs des trois armées. Étonnant.

Car leurs prédécesseurs n'ont pas tous affiché une telle soumission peu glorieuse et un tel fatalisme.

<https://www.sudouest.fr/politique/demissions-ou-limogeages-de-hauts-grades-le-s-precedents-3356651.php>

Le général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, démissionne en 1980, jugeant la Loi de programmation militaire 1977-1982 inadaptée aux besoins des armées.

Le général Jean Delaunay, son successeur, démissionne en 1983, en désaccord la décision du ministre socialiste de la Défense Charles Hernu de baisser les effectifs « terre » de 10 %.

L'amiral Pierre Lacoste, patron de la DGSE, est limogé en 1985 après l'affaire du Rainbow Warrior, le navire de Greenpeace coulé à Auckland, en causant la mort d'un journaliste.

Le général Jean Salvan, commandant la région militaire de l'Atlantique, démissionne en 1991, opposé à la baisse des effectifs et des crédits.

Le général Bruno Cuche, CEMAT, démissionne en 2008 suite à la fusillade de Carcassonne, qui fait 17 blessés après un tir effectué par erreur à balles réelles par un sergent du 3e RPIMA.

Et deux ministres de la Défense ont démissionné :

Le ministre Charles Hernu démissionne en 1985 suite à l'affaire du Rainbow Warrior.

Le ministre Jean-Pierre Chevènement, opposé à la guerre du Golfe, démissionne en 1991.

Par conséquent, alors que la situation est bien plus grave aujourd'hui, la passivité des chefs militaires a de quoi étonner.

À quoi a servi le très lucide Appel des généraux ?

<https://www.valeursactuelles.com/politique/pour-un-retour-de-lhonneur-de-nos-gouvernants-20-generaux-appellent-macron-a-defendre-le-patriotisme>

À quoi a servi la tribune des militaires en activité ?

<https://www.valeursactuelles.com/societe/exclusif-signez-la-nouvelle-tribune-des-militaires>

Comment se fait-il que ces appels au réveil de la nation et au sursaut patriotique soient restés lettre morte chez nos hauts dignitaires étoilés ?

Il ne s'agit pas de se lancer dans un putsch irresponsable, nos soldats ne sont pas un ramassis de factieux. Nous ne sommes ni en Amérique du Sud, ni en Afrique.

Il s'agit, pour nos généraux cinq étoiles des trois armées, de ne pas cautionner la politique dévastatrice de Macron, bien identifiée dans les deux

tribunes ci-dessus, en démissionnant simultanément.

Il s'agit de frapper les esprits et de dire stop aux dérives autoritaires d'un chef des armées qui non seulement coule le pays au nom d'un mondialisme débridé et d'un multiculturalisme dévastateur, mais qui fait de la France un cobelligérant à part entière dans le conflit ukrainien, sans l'aval du Parlement.

Or, dès lors que Macron arme l'Ukraine pour défaire l'armée russe tout en affirmant que la France n'est pas en guerre contre la Russie, dès lors qu'il envoie des soldats français en Ukraine en tant que « conseillers », dont certains ont été tués à Kharkov, le Parlement et le peuple français ont le droit d'être informés.

Nous ne sommes pas en guerre contre la Russie, mais voici ce que dit Macron, chef des armées :

« Nous ne pouvons pas laisser la Russie croire qu'elle peut gagner. Qu'est-ce qui nous attend le lendemain, Européens ? J'ai dit dès le début que nous n'étions pas en guerre contre la Russie, mais que notre devoir était de rendre sa victoire impossible. Une victoire russe signifierait la fin de la sécurité européenne. Ce sera la fin d'une éventuelle architecture de sécurité en Europe, depuis la frontière orientale de l'UE et de l'OTAN jusqu'au Caucase et à l'Asie centrale. C'est pourquoi nous continuerons à soutenir les Ukrainiens. Nous le ferons de manière pragmatique et concrète, tout en continuant à les former et à les équiper dans des domaines critiques comme l'artillerie, la défense aérienne et la frappe à longue portée. Nous innoverons également pour relever les défis posés par l'utilisation généralisée des drones. »

Il ment, comme toujours.

À plusieurs reprises, depuis des années et jusque fin 2021, Poutine a réclamé des garanties de sécurité pour toute l'Europe. La réponse des Américains et des Européens n'a été que mépris.

Par ailleurs, la France, cosignataire des accords de Minsk, n'a jamais voulu les faire appliquer par Kiev. Ces accords n'étaient qu'un leurre pour tromper Poutine et gagner du temps afin de former une armée ukrainienne au format OTAN.

Par conséquent, ce sont bien les Alliés qui voulaient la guerre et non Poutine. Assez de mensonges. Macron attise les braises sans comprendre qu'il joue avec le feu.

Rappelons plusieurs points :

La Russie, qui a gagné la Seconde Guerre mondiale, ne nous a jamais agressés,

mais Macron veut néanmoins sa défaite. C'est oublier que sans le sacrifice de 26 millions de Russes, Hitler aurait gagné la guerre.

L'Ukraine, pays mafieux et corrompu, qui n'a jamais caché son penchant pour le nazisme, n'est ni dans l'OTAN ni dans l'UE. En clair, c'est une guerre américaine menée contre Moscou, mais ce n'est pas notre guerre.

Par conséquent, soit nos grands chefs militaires cautionnent cette politique éminemment dangereuse, ce qui veut dire qu'ils méprisent le double cri d'alarme lancé par leurs camarades en 2018, soit ils démissionnent tous ensemble, CEMA, CEMAT, CEMAAE, CEMM.

En attendant cet illusoire coup d'éclat, leur silence vaut acceptation d'une armée divisée par trois depuis 1990, acceptation d'une armée « bonsaï » incapable de faire ce que fait Tsahal à Gaza, incapable d'envoyer plus de 5 000 soldats en Opex sur le temps long, incapable de tenir un front de plus de 100 kilomètres faute de troupes de combat suffisantes, incapable de tenir plus de quelques jours faute de munitions.

Commander une armée échantillonnaire n'est plus très valorisant. Ce n'est pas ainsi que nous motiverons les jeunes officiers de demain pour intégrer Saint-Cyr, l'École de l'air ou l'École navale.

Il serait temps de dire « stop » au lieu d'accepter silencieusement l'inacceptable.

De très nombreux officiers français sont prorusses, comme ils étaient proserbes pendant la guerre de Yougoslavie. Il serait intéressant de connaître les convictions profondes de nos grands chefs actuels. Sont-ils prorusses ou bien sont-ils des atlantistes intégristes ? Ce qui est certain, c'est qu'ils ont l'échine souple.